

Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Un Plan d'action pour la santé et le bien-être des femmes déjà désuet

Montréal, le lundi 1er mars 2021 - Le 18 décembre dernier, le gouvernement du Québec a publié son nouveau [plan d'action pour la santé et le bien-être des femmes 2020-2024](#). Ce plan d'action, qui semble avoir été écrit sur le tard, et ce, même si la dernière consultation du gouvernement sur ce dossier remonte à 2017, démontre de grandes lacunes tant au niveau des enjeux que des actions proposées. Déjà lors de sa sortie, en pleine pandémie, des regroupements nationaux ont dénoncé le caractère désuet des mesures proposées. À présent, des regroupements féministes s'unissent encore pour dénoncer son caractère archaïque, mais aussi afin d'inciter le gouvernement à adapter ce plan d'action aux situations actuelles, et ce, dans les plus brefs délais.

Aujourd'hui, encore, les inégalités entre les genres et entre les femmes elles-mêmes sont nombreuses et causent d'énormes préjudices sur la santé et le bien-être de ces dernières. D'ailleurs, le gouvernement québécois souligne ces inégalités à grands coups de statistiques dans la première partie de son plan d'action, ce qui normalement devrait être prometteur. Néanmoins, ces statistiques ne semblent guère les motiver à l'action. En effet, nous pouvons constater assez rapidement, et ce, à travers les mesures proposées qu'il n'y a quasi aucune action qui vise spécifiquement les femmes de la diversité sexuelle, les femmes racisées, autochtones, en situation de handicap ainsi que toutes les femmes qui vivent à la croisée de multiples oppressions et inégalités au point de vue de la santé. En conséquence, il est facile d'instrumentaliser l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) afin de glorifier son action, mais encore faut-il l'appliquer dans des mesures concrètes. Ainsi, force est de constater que cela ne semble pas être la volonté du gouvernement.

De surcroît, ce plan d'action, sorti 5 ans après une consultation expéditive des groupes communautaires et attendu de pied ferme par les groupes de femmes et les femmes elles-mêmes, démontre un caractère déjà désuet face à la situation actuelle et déçoit. Alors qu'une pandémie sévit dans le monde et que les grands titres des journaux ne cessent de rapporter les impacts dévastateurs sur les femmes, il n'y a aucune actualisation du plan d'action en vue. Pire encore, ce plan est accompagné d'un budget de 5 millions de dollars par année, soit moins que ce qui a été investi pour la santé des hommes bien avant que la pandémie nous frappe. Une goutte d'eau pour une grande partie de la population qui subit de plein fouet les inégalités sociales ainsi que la dégradation des conditions de vie et de bien-être qui se sont particulièrement accentuées au courant de la dernière année. Il est essentiel, voire primordial, que le gouvernement du Québec prenne au sérieux la santé et le bien-être des femmes. Nous nous attendons à mieux que des beaux discours sans mesures concrètes permettant de véritables changements sociaux.

En proposant un plan tel que celui-ci, le gouvernement québécois démontre un manque d'intérêt et de considération pour les femmes et c'est tout à fait inacceptable pour une société qui promeut la valeur de l'égalité. Il est donc essentiel qu'un complément soit produit pour actualiser ce plan, et ce, dans les plus brefs délais. La pandémie est installée au Québec depuis pratiquement un an. Des organismes féministes et de santé publique au Québec ont déjà publié des rapports et des chiffres qui font état d'un recul de vingt ans au minimum à ce qui traite de la santé et du bien-être des femmes. Nombreuses et nombreux sont les spécialistes en santé mentale qui n'hésitent pas à dire que les besoins vont aller en grandissant. On peut raisonnablement conclure que les conséquences de la situation actuelle vont perdurer dans le temps même si la pandémie devait s'achever demain.

Monsieur Legault, déjà que nous sommes en attente d'une rencontre avec le ministre de la Santé et des Services sociaux, Monsieur Dubé, nous vous demandons d'agir maintenant parce que la santé et le bien-être des femmes, ce n'est pas un petit dossier que l'on peut se permettre de négliger pendant cinq ans pour finalement accoucher de demi-mesures. On parle ici des droits fondamentaux et les Québécoises méritent mieux! Donnez-nous un plan à la hauteur des valeurs égalitaires partagées par la population du Québec d'aujourd'hui.

-30-

Source : G13 et Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles

Pour informations et demandes d'entrevue

Marie-Andrée Gauthier (G13)

Cell: 438-874-1072, info@reseautablesfemmes.qc.ca

Mercédeez Roberge (TRPOCB)

Cell : 514-690-7826, coordination@trpcb.org

Communiqué [en ligne](#) et à télécharger ([format .pdf](#) et [format .doc](#))

À propos

G13 Concertation nationale féministe

Formé dès 1986, le G13 est une table de concertation de 20 groupes et regroupements provinciaux de groupes féministes. Il sert de porte-voix pour l'ensemble des réalités diverses que nos groupes représentent : des femmes autochtones, racisées, en situation de handicap, de la diversité sexuelle; des maisons d'hébergement à l'employabilité, des tables de groupes de femmes aux centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, des centres de femmes à la santé sexuelle et reproductive, des organismes de soutien aux familles monoparentales et recomposées, de la défense de droits à la prestation de services, du milieu de vie à l'éducation populaire. Nous représentons plusieurs centaines de groupes et des dizaines de milliers de femmes, souvent parmi les plus vulnérables et marginalisées.

- Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale
- Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine
- Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle
- Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail
- Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec
- Fédération des femmes du Québec
- Fédération des maisons d'hébergement pour femmes
- Fédération du Québec pour le planning des naissances
- Femmes autochtones du Québec
- L'R des centres de femmes du Québec
- Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
- Regroupement Naissances-respectées
- Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel
- Relais-femmes
- Réseau action femmes handicapées du Canada
- Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec
- Réseau des lesbiennes du Québec / Femmes de la diversité sexuelle
- Réseau de Tables régionales de groupes de femmes du Québec
- Réseau québécois d'action pour la santé des femmes
- Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes

Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles

Fondée en 1995, [la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles \(TRPOCB\)](#) applique une analyse féministe, notamment pour prendre en compte le grand nombre de travailleuses dans le secteur communautaire et le réseau public, ainsi que les besoins des femmes et leur participation à ces structures. Elle est formée de [45 regroupements nationaux](#) rejoignant plus de 3500 groupes communautaires autonomes à travers le Québec. Ceux-ci abordent la santé et les services sociaux sous différentes perspectives (femmes, jeunes, hébergement, famille, personnes handicapées, communautés ethnoculturelles, sécurité alimentaire, santé mentale, violence, périnatalité, toxicomanie, etc.).